



## SOMMAIRE

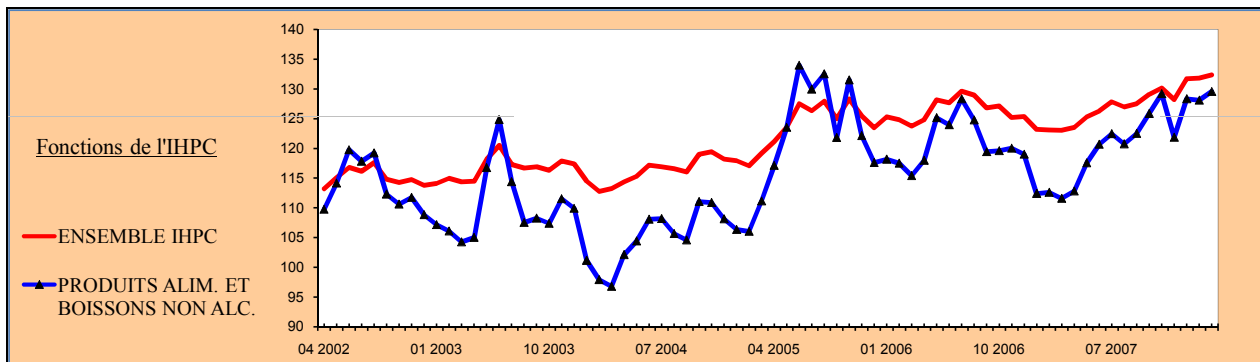
<b>Secteur réel</b> .....	<b>3</b>
<b>Secteur finances publiques</b> .....	<b>8</b>
<b>Secteur monétaire</b> .....	<b>13</b>
<b>Secteur extérieur</b> .....	<b>16</b>
<b>Définitions et abréviations</b> .....	<b>21</b>
<b>Crédit des contributions</b> .....	<b>22</b>

## Secteur réel

La situation du secteur réel au 1er trimestre 2008, comparativement au trimestre précédent, se caractérise par une hausse des prix à la consommation (2,2%), une baisse des prix des animaux et une hausse générale des prix des produits agricoles.

### INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 1996	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2007	2007	2007	2007	2008	trimestriel	annuel
<b>ENSEMBLE IHPC</b>	123,1	125,0	127,4	129,1	131,9	2,2%	7,2%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	112,2	117,0	121,9	125,6	128,7	2,4%	14,7%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	131,9	133,1	132,1	133,9	133,2	-0,5%	1,0%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	123,0	123,0	123,0	123,0	125,2	1,7%	1,7%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	118,9	119,5	118,8	122,2	123,4	1,1%	3,8%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	108,2	108,2	108,3	109,8	116,3	6,0%	7,5%
SANTE	108,9	108,9	108,9	108,9	110,6	1,5%	1,5%
TRANSPORTS	140,7	143,3	148,9	148,1	150,9	1,9%	7,2%
COMMUNICATION	159,8	159,8	159,8	159,8	159,8	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	107,2	107,1	107,1	107,2	108,9	1,6%	1,6%
ENSEIGNEMENT	149,1	149,1	149,1	149,9	149,9	0,0%	0,5%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	150,1	148,9	149,4	150,3	152,3	1,3%	1,5%
AUTRES BIENS ET SERVICES	115,7	115,7	115,7	116,6	124,7	7,0%	7,7%



#### Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

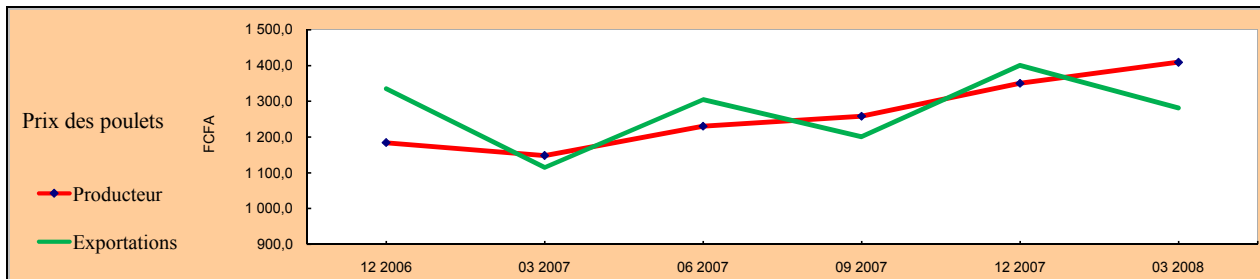
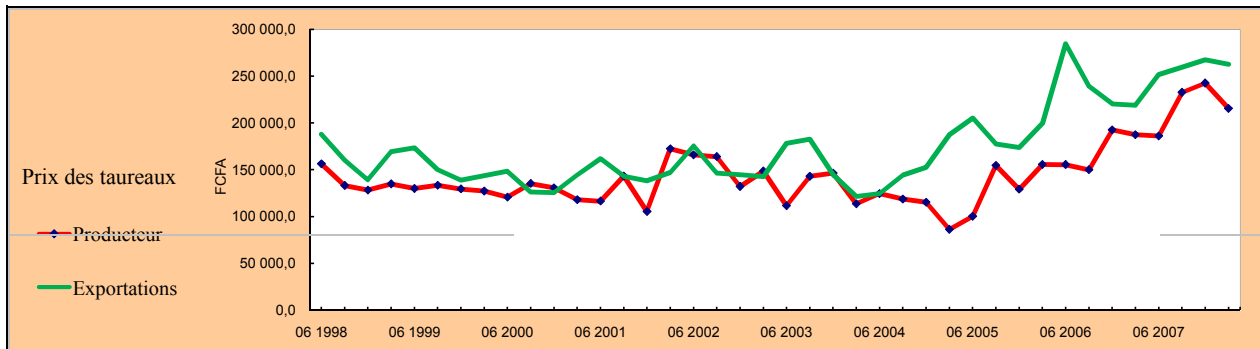
Au premier trimestre de 2008, on a noté une très forte envolée (de 7,2%) de l'indice des prix à la consommation par rapport au même trimestre de 2007. En glissement trimestriel, cet indice qui connaît généralement une situation de baisse en cette période (-0,7% en 2005, -0,9% en 2006 et -2,2% en 2007) a enregistré une hausse de 2,2%. A l'exception du poste "communication" dont les prix sont restés stables tant en glissement trimestriel qu'annuel et de celui des "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" dont les prix ont connu une légère baisse de 0,5% en glissement trimestriel, tous les autres postes de consommation ont enregistré une hausse tant par rapport au trimestre précédent que par rapport au premier trimestre 2007.

Au delà de cette hausse quasi-généralisée des prix des produits de consommation, la forte hausse de l'indice global s'explique surtout par la flambée des prix des produits alimentaires (de 2,4% en glissement trimestriel et 14,7% en glissement annuel), des biens d'équipement ménagers (6% en glissement trimestriel et 7,5% en glissement annuel), des services des transports (1,9% en glissement trimestriel et 7,2% en glissement annuel) et des autres biens et services (de 7% en glissement trimestriel et 7,7% en glissement annuel).

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2007	2007	2007	2007	2008	trimestriel	annuel
Prix au producteur du taureau	187 438,0	186 097,0	232 619,0	242 524,0	215 475,0	-11,2%	15,0%
Prix à l'exportation du taureau	218 924,0	251 695,0	259 425,0	267 253,0	262 659,0	-1,7%	20,0%
Prix au producteur du bélier	33 579,0	31 390,0	36 102,0	42 766,0	33 473,0	-21,7%	-0,3%
Prix à l'exportation du bélier	50 554,0	63 485,0	68 855,0	75 816,0	50 758,0	-33,1%	0,4%
Prix au producteur du bouc	17 156,0	15 869,0	23 033,0	24 405,8	19 677,0	-19,4%	14,7%
Prix à l'exportation du bouc	29 359,0	28 623,0	28 855,0	35 000,0	28 712,0	-18,0%	-2,2%
Prix au producteur du poulet	1 148,0	1 230,0	1 258,0	1 350,0	1 409,0	4,4%	22,7%
Prix à l'exportation du poulet	1 115,0	1 304,0	1 201,0	1 400,0	1 281,0	-8,5%	14,9%
Prix au producteur de la pintade	1 026,0	1 236,0	1 362,0	1 450,0	1 239,0	-14,6%	20,8%
Prix à l'exportation de la pintade	1 217,0	1 235,0	1 283,0	1 500,0	1 298,0	-13,5%	6,7%

**PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE**

La forte demande constatée au cours du dernier trimestre 2007 a eu pour corollaire le renchérissement des prix des animaux ; l'effet des fêtes passé, les prix sont descendus à leur niveau du troisième trimestre 2007 ; ainsi les prix des bovins constatés au premier trimestre 2008 sont en recul de 11% sur les marchés de production et 2% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel, les prix affichent sur tous les marchés une tendance haussière. Les hausses observées sont respectivement de +15% sur les marchés de production et +20% sur les marchés d'exportation. Les prix des ovins ont été fortement influencés au cours du quatrième trimestre 2007 par la fête de Tabaski. Ainsi, au cours du premier trimestre 2008, la baisse de la demande en ovins s'est traduite par un repli des prix à leur niveau « normal ». Les baisses constatées sur les différents types de marché des ovins sont respectivement de 21,7% sur les marchés de production et 33,1% sur les marchés d'exportation. En glissement annuel les prix des ovins sont quasi stationnaires sur les marchés de production (-0,3%) et d'exportation (+0,4%). A ce niveau, tout comme au niveau des bovins, la hausse tendancielle des prix des ovins expliquerait la baisse de la demande constatée au niveau de cette espèce sur les marchés de consommation.

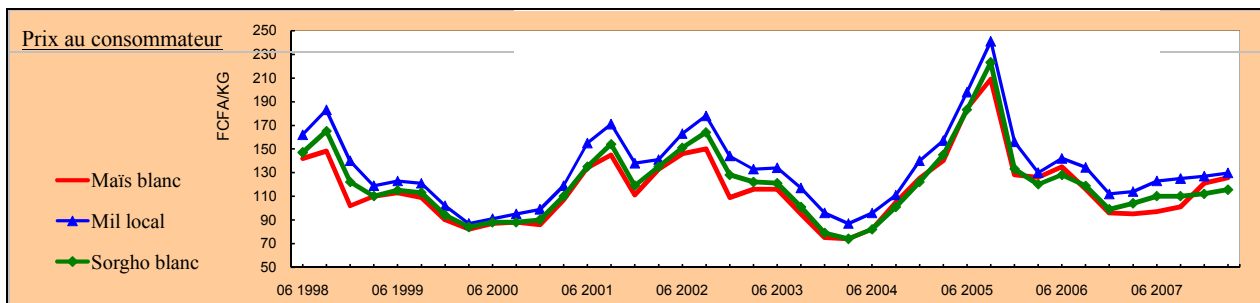
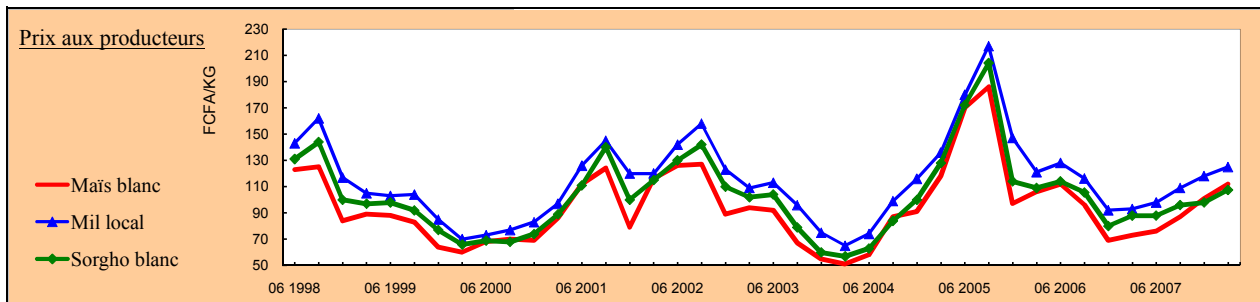
L'évolution des prix des caprins affiche la même tendance que celle des ovins. Ainsi, il ressort sur la période d'observation que les prix des caprins ont connu un repli comparativement à leur niveau du quatrième trimestre 2007 sur les marchés de production (-19%) et d'exportation (-18%). Comparés au 1er trimestre de 2007, à l'exception des marchés d'exportation qui affichent une tendance à la baisse (-2%), les prix sont à la hausse sur les marchés de production (+15%).

Les prix des volailles ont connu dans l'ensemble un repli par rapport à leur niveau du quatrième trimestre 2007 : +4,4% et -8,5% respectivement sur les marchés de production et d'exportation pour les poulets et -14,6% et -13,5% pour la pintade sur les marchés de production et d'exportation. Dans l'ensemble, le recul des prix s'explique par une baisse de la demande sur les marchés extérieurs. On retiendra toutefois qu'en glissement annuel, ces prix affichent des hausses sensibles allant de 7% pour la pintade sur les marchés d'exportation à 23% pour les poulets sur les marchés de production.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

### PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2007	2007	2007	2007	2008	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	73,0	76,0	87,0	101,0	112,0	10,9%	53,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	95,0	97,0	101,0	121,0	125,6	3,8%	32,2%
Prix au producteur du mil local	93,0	98,0	109,0	118,0	124,9	5,9%	34,3%
Prix au consommateur du mil local	114,0	123,0	125,0	127,0	129,8	2,2%	13,8%
Prix au producteur du sorgho blanc	88,0	88,0	96,0	98,0	107,5	9,7%	22,2%
Prix au consommateur du sorgho blanc	104,0	110,0	110,0	112,0	115,6	3,2%	11,1%



Les prix des principales céréales ont connu une hausse sur les marchés de références. Dès le mois de janvier 2008, l'accalmie observée en début décembre 2007 s'est interrompue et une nouvelle hausse des prix est enregistrée. Au niveau des mesures prises par le gouvernement, l'opération "vente de céréales à prix social" se poursuit dans les provinces déficitaires identifiées.

La situation sur les marchés de collecte, a été marquée par une hausse des prix moyens au producteur des principales céréales. Comparativement à la moyenne des cinq dernières années, on observe une hausse de 11% pour le sorgho blanc, de 19% pour le mil local et de 26% pour le maïs blanc. Il faut également noter que ces niveaux de prix sont pour l'instant inférieurs à ceux de 2005 qui correspondent à une année où les pays du sahel ont connue une situation alimentaire difficile.

La spécificité réside dans les prix du maïs blanc qui affichent un niveau nettement supérieur à celui du sorgho blanc, chose rare sur les marchés céréaliers. Cela serait dû à la baisse de l'offre quant on sait que cette spéculation est sensible aux aléas climatiques et que la campagne agricole 2007/2008 a été difficile.

Les prix au consommateur ont également été affectés par la hausse des prix contrairement au semestre précédent où l'on avait enregistré des légères baisses pour la plupart des spéculations.

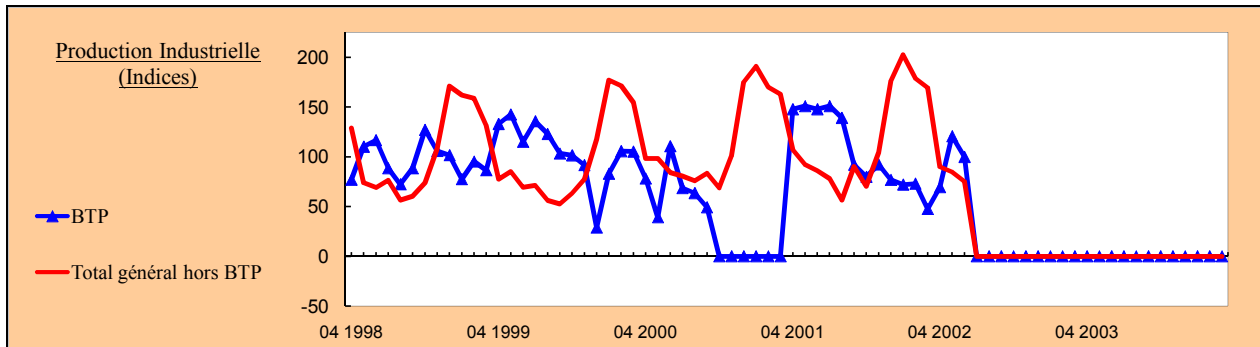
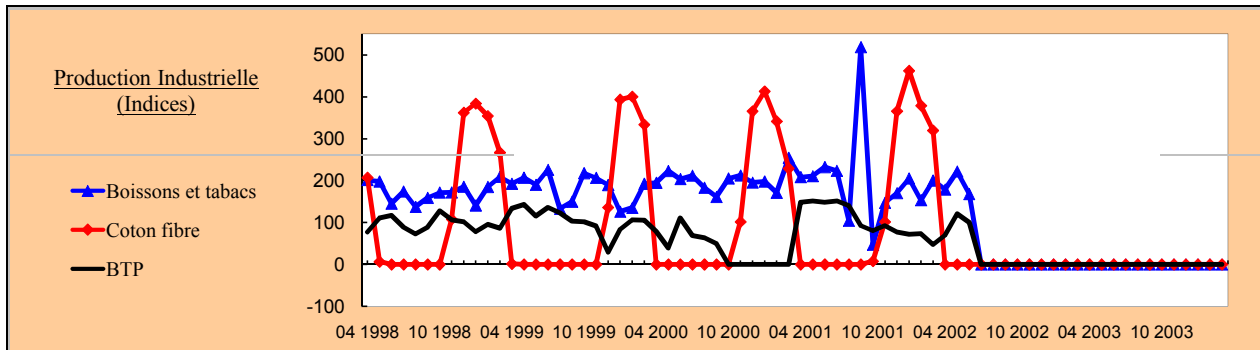
A la même période de l'année passée, les prix des céréales étaient inférieurs à ceux relevés actuellement sur les marchés de détail. Comparativement à la moyenne des 5 dernières années, on observe une hausse des prix des principales spéculations. Ainsi, le maïs a augmenté de 14%, le mil local de 5% et le sorgho blanc de 3%.

Les prix sont en hausses certes, mais ils n'ont pas pour l'instant atteint des niveaux exceptionnels. Les stocks sont en baisses au niveau des acteurs ce qui pourrait réduire le niveau d'approvisionnement des marchés. Les périodes à venir verront donc les prix se raffermir d'avantage d'autant plus que nous approchons du début des travaux champêtres et de la période de soudure.

Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S.

### INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IPI)

IPI Trimestriel Base 100 en 1990, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2001	2001	2001	2002	2002	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	0,0	0,0	158,3	386,8			
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	93,0	87,6	126,0	163,5	74,6	-54,4%	-19,8%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	0,0	0,0	129,5	316,4			
INDUSTRIES EXTRACTIVES	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	121,2	95,7	114,8	150,1	106,1	-29,3%	-12,5%
BOISSONS ET TABAC	216,9	281,8	121,4	186,1	189,4	1,7%	-12,7%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	110,0	73,9	114,0	145,9	96,6	-33,8%	-12,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	28,4	19,1	27,9	34,7	19,8	-42,8%	-30,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	56,9	17,4	168,7	205,3	38,9	-81,1%	-31,7%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	0,0	0,0	0,0				
INDUSTRIES CHIMIQUES	103,7	68,4	41,6	83,4	80,1	-3,9%	-22,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	92,8	61,1	61,2	94,0	81,8	-12,9%	-11,8%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	225,1	173,4	185,1	219,7	218,3	-0,7%	-3,1%
<b>TOTAL GENERAL HORS BTP</b>	<b>95,1</b>	<b>75,1</b>	<b>117,0</b>	<b>183,5</b>	<b>83,4</b>	<b>-54,6%</b>	<b>-12,3%</b>
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	149,0	127,5	83,1	64,2	96,8	50,7%	-35,0%



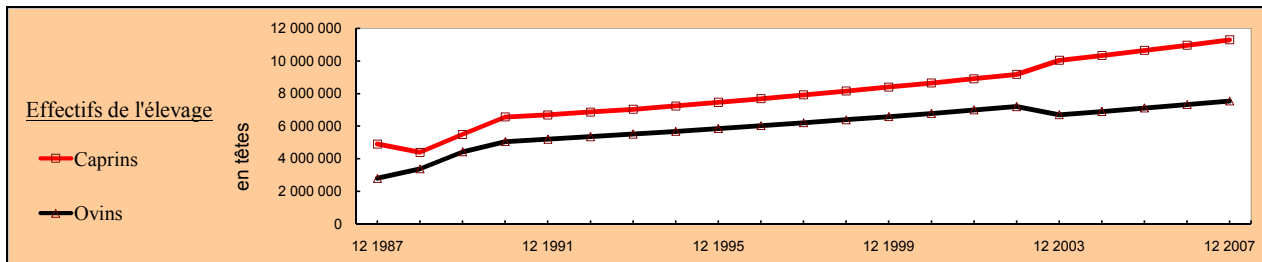
Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

**Suite à certaines difficultés, l'Indice de la production industrielle a connu une suspension depuis le second trimestre 2002. En conséquence, les données qui figurent dans ce numéro ne concernent que la période avant la suspension.**

**Toutefois, dans l'espoir d'une reprise prochaine de la série des indicateurs de la production industrielle cette rubrique a été maintenue.**

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE**

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	Croissance moyenne	
						2003-2007	2006-2007
Effectif de bovins (en têtes)	7 311 544	7 458 000	7 607 000	7 759 000	7 914 180	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	6 702 640	6 904 000	7 110 000	7 324 000	7 543 720	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	10 035 687	10 337 000	10 647 000	10 966 000	11 294 980	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	30 501	31 416	32 358	33 329	34 329	3,0%	3,0%

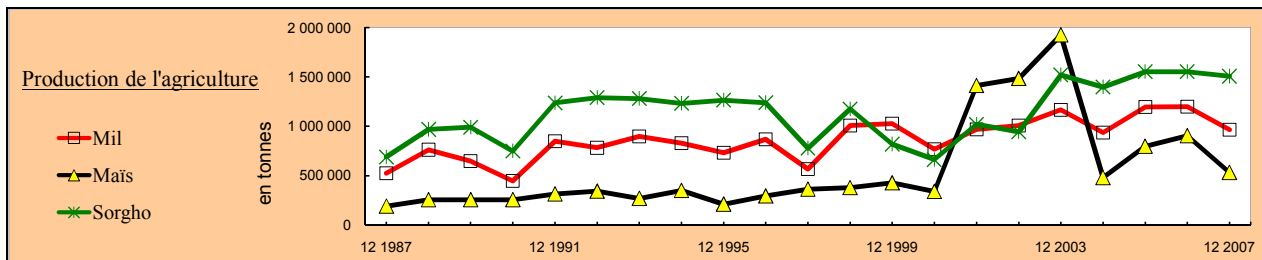
**EFFECTIFS DU CHEPTTEL**

L'évolution des effectifs du cheptel national a connu une croissance soutenue de 1985 à 2003 (année de la réalisation de la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel). Suite à la deuxième enquête nationale sur les effectifs du cheptel (ENECII), ces effectifs sont actualisés chaque année sur la base de taux de croît définie à partir de l'enquête démographique sur le cheptel de 1989. En attendant les résultats de l'enquête nationale de suivis des troupeaux (ENST) pour disposer de paramètres zootechniques actualisés, les taux suivants sont toujours appliqués : 2% pour les bovins et 3% pour les ovins, les caprins et la volaille.

Sources : M.R.A. / D.G.P.S.E.

**PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE**

Production de l'agriculture	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	Croissance moyenne	
						2003-2007	2006-2007
Production brute total de céréales	4 722 261	2 901 973	3 649 533	3 858 224	3 088 811	-10,1%	-19,9%
dont : Production brute de mil (en tonnes)	1 165 506	937 630	1 196 253	1 198 656	966 016	-4,6%	-19,4%
dont : Production brute de sorgho (en tonnes)	1 522 477	1 399 302	1 552 911	1 553 830	1 507 162	-0,3%	-3,0%
dont : Production brute de maïs (en tonnes)	1 927 983	481 474	799 052	905 713	533 874	-27,5%	-41,1%



Les résultats définitifs de la campagne agricole 2007/2008 font état d'un excédent céréalier de 242 800 tonnes principalement tiré par les importations. La production nationale brute est en baisse par rapport à celle de la campagne écoulée et à la moyenne des 5 dernières années. Sur les marchés céréaliers, on a enregistré une hausse des prix des principales céréales au cours du trimestre qui s'est suivie d'une stabilité au cours du mois de juin. Toutefois, cette stabilité se situe à un niveau de prix élevé.

Le niveau d'approvisionnement des marchés en céréales est satisfaisant dans l'ensemble à partir, notamment, des stocks commerçants. Malgré la faiblesse du niveau des stocks paysans, certains marchés de collecte situés dans les provinces excédentaires offrent encore des opportunités d'approvisionnement avec des niveaux de prix moins élevés.

Sur les marchés de référence des quinze (15) provinces déficitaires, on a noté une forte hausse des prix des principales céréales par rapport au trimestre précédent. Les prix enregistrés au cours du trimestre sont supérieurs à leur niveau de l'année dernière et à la moyenne des 5 dernières années pour la même période. Cependant, ils restent inférieurs à leur niveau de l'année 2005.

L'opération vente de céréales à prix social dans les provinces déficitaires, est entrée dans sa troisième phase et couvrira la période de soudure. Ces provinces devraient donc connaître une amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité des céréales au cours de cette difficile période.

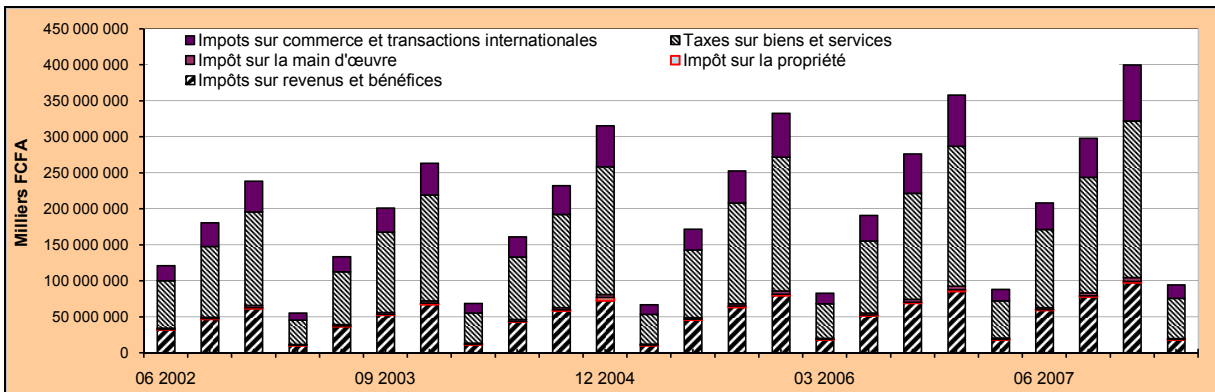
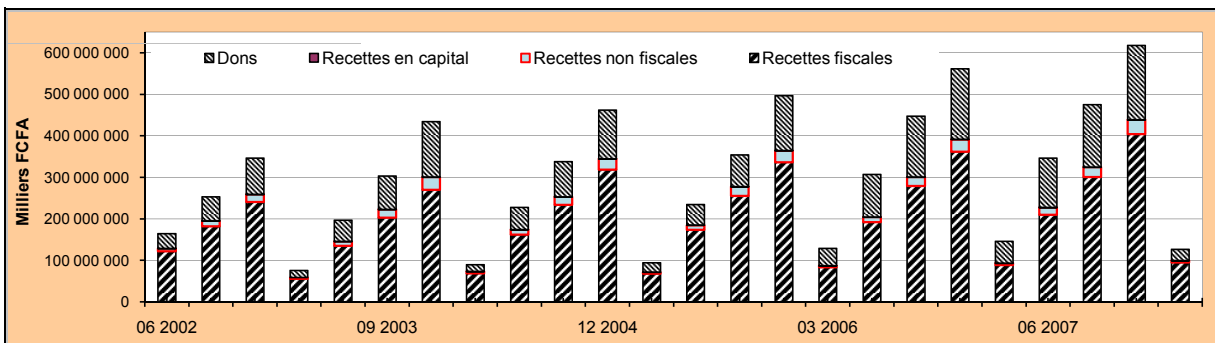
Sources : M.A.H.R.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.P.S.A.

## Finances publiques

A fin mars 2008, les recettes et dons mobilisés se sont élevés à 127,1 milliards de francs CFA contre 146,2 milliards de francs CFA à la même période en 2007; soit une régression de 13,1%. Les dépenses et prêts nets quant à eux, se sont exécutés à hauteur de 187,0 milliards de francs CFA contre 204,2 milliards de francs CFA en 2007; soit une régression de 8,4%. Il se dégage ainsi un déficit base engagement de 59,9 milliards de francs CFA qui, ajusté à la trésorerie donne un déficit base caisse de 42,7 milliards de francs CFA.

### RECETTES TOTALES ET DONS

RECETTES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2008)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2007	2007	2007	2007	2008		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>690 522 753</b>	<b>146 174 412</b>	<b>346 420 711</b>	<b>475 481 986</b>	<b>618 508 448</b>	<b>127 095 713</b>	<b>18,4%</b>	<b>-13,1%</b>
Recettes totales	507 861 787	93 738 396	228 063 215	324 829 710	439 375 671	100 022 558	19,7%	6,7%
Recettes courantes	507 684 083	93 722 845	227 993 801	324 748 585	439 219 387	100 022 087	19,7%	6,7%
Recettes fiscales	475 454 992	89 260 481	210 511 957	301 406 741	404 366 701	95 358 191	20,1%	6,8%
Impôts sur revenus et bénéfices	129 476 715	18 336 490	59 085 816	77 849 824	97 369 756	18 369 892	14,2%	0,2%
Impôt sur la main d'œuvre	6 252 370	1 591 983	2 930 334	4 083 489	5 251 516	744 347	11,9%	-53,2%
Taxes sur biens et services	268 362 069	51 800 589	108 107 383	160 363 329	217 448 507	56 279 731	21,0%	8,6%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	63 511 446	15 948 985	37 190 350	54 449 990	78 128 013	18 548 254	29,2%	16,3%
Autres recettes fiscales	4 575 554	1 010 910	2 165 047	3 216 950	4 265 510	859 736	18,8%	-15,0%
Recettes non fiscales	32 229 091	4 462 363	17 481 845	23 341 845	34 852 686	4 663 896	14,5%	4,5%
Recettes en capital	177 704	15 551	69 414	81 124	156 284	472	0,3%	-97,0%
<b>Dons</b>	<b>182 660 966</b>	<b>52 436 016</b>	<b>118 357 496</b>	<b>150 652 276</b>	<b>179 132 777</b>	<b>27 073 155</b>	<b>14,8%</b>	<b>-48,4%</b>
Projets	118 478 628	39 439 016	71 061 496	93 503 276	115 012 777	18 327 155	15,5%	-53,5%
Programmes	64 182 338	12 997 000	47 296 000	57 149 000	64 120 000	8 746 000	13,6%	-32,7%



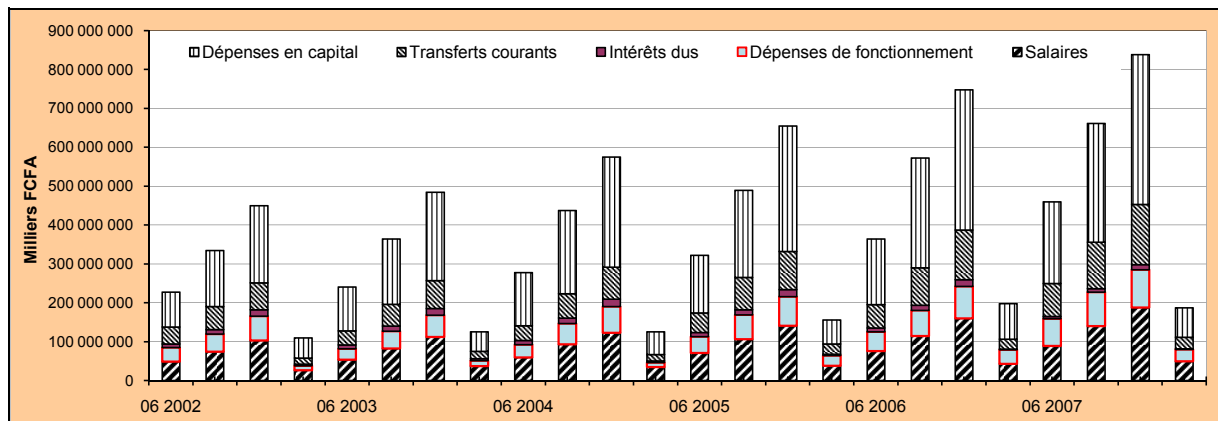
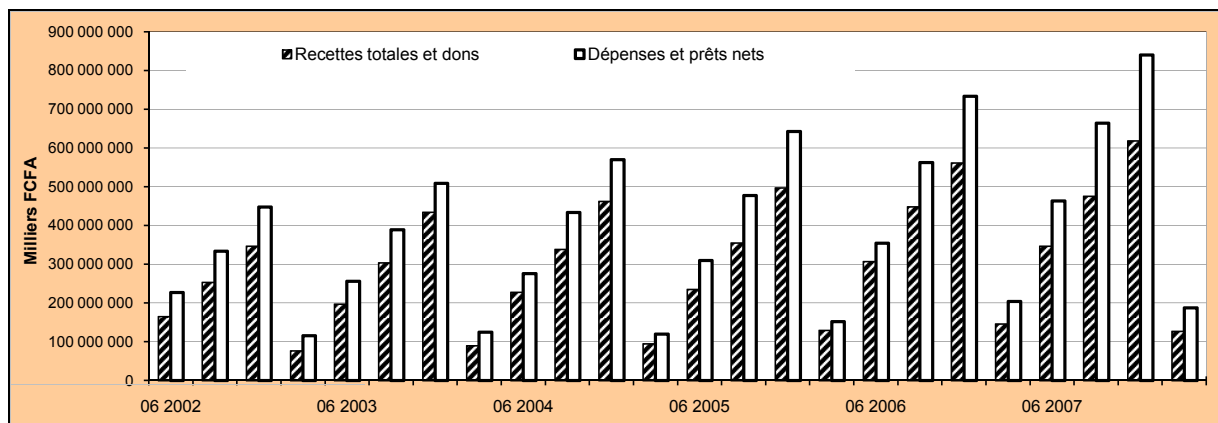
Sur une prédvision budgétaire annuelle de 507,9 milliards de francs CFA, les recettes propres (la somme des recettes courantes et des recettes en capital) se sont réalisées à 19,7% contre 19,2% au 31 mars 2007. Cela s'est réalisé malgré la mesure gouvernementale (cf. ordonnance du 28 février 2008) de suspendre la perception du droit de douanes et/ou de la TVA sur les produits de grande consommation, en vue de lutter contre la vie chère au Burkina Faso. Cette mesure influe négativement sur les postes "taxes sur biens et services" et "taxes sur le commerce et les transactions internationales". Toutefois, malgré ce taux de recouvrement inférieur, les ressources intérieures mobilisées ont augmenté de 6,7% par rapport au 1er trimestre 2007 grâce à l'accroissement des recettes fiscales (+6,8%) et à celui des recettes non fiscales (+4,5%). Par conséquent, la diminution des recettes et dons (-13,1%) est essentiellement imputable aux dons. En effet, comparativement à fin mars 2007, les dons (projet et programme) ont reculé près de moitié (-48,4%) en se chiffrant à 27,1 milliards de francs CFA, à cause de la faible mobilisation de la part des partenaires (prédvisions de 182,7 milliards en 2008 contre 247,5 milliards de francs CFA en 2007).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.



### DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (*2008)	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2007	2007	2007	2007	2008		
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Dépenses et prêts nets</b>	<b>947 913 411</b>	<b>204 247 795</b>	<b>463 307 881</b>	<b>663 913 536</b>	<b>839 362 329</b>	<b>187 030 698</b>	<b>19,7%</b>	<b>-8,4%</b>
Dépenses	950 781 005	198 054 392	460 149 823	661 466 371	838 337 733	187 107 179	19,7%	-5,5%
Dépenses courantes	446 267 629	106 538 090	249 731 232	356 534 520	453 583 872	111 606 432	25,0%	4,8%
Salaires	193 696 088	43 367 984	89 229 338	140 544 722	188 040 598	49 785 222	25,7%	14,8%
Dépenses de fonctionnement	100 255 998	35 890 414	70 343 409	87 182 697	97 517 310	30 854 338	30,8%	-14,0%
Intérêts dus	13 113 463	1 830 670	5 164 026	9 089 192	13 054 659	1 386 157	10,6%	-24,3%
Transferts courants	139 202 080	25 449 023	84 994 458	119 717 909	154 971 305	29 580 716	21,3%	16,2%
Dépenses en capital	504 513 376	91 516 302	210 418 591	304 931 850	384 753 860	75 500 746	15,0%	-17,5%
financées sur ressources propres	203 188 405	22 513 676	71 564 584	105 181 021	143 898 264	28 374 887	14,0%	26,0%
Prêts nets	-2 867 594	6 193 403	3 158 058	2 447 165	1 024 596	-76 480	2,7%	-101,2%



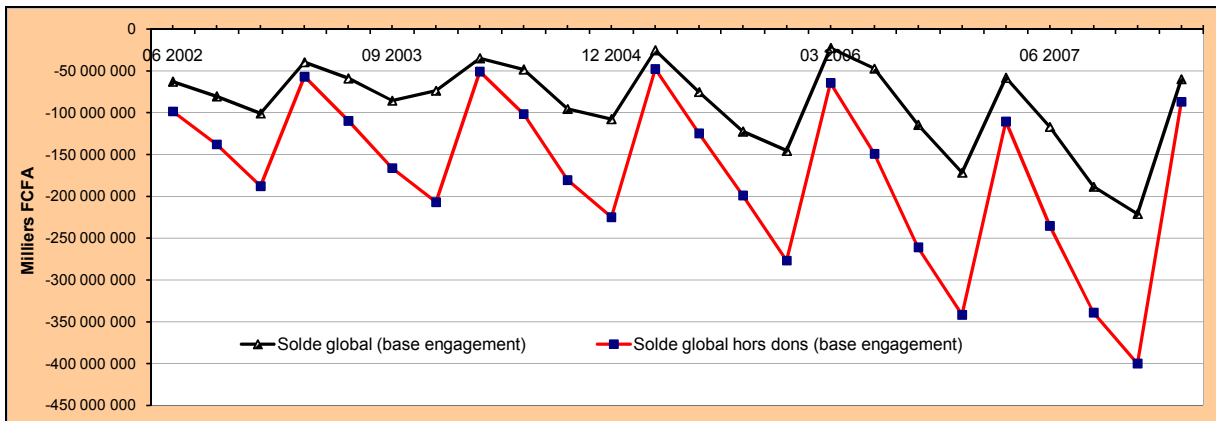
Les dépenses et prêts nets se sont exécutés en mars 2008 à 19,7% contre 20,9% en mars 2007. Cette régression entre mars 2007 et mars 2008 (-8,4%) est due en grande partie au signe négatif des prêts nets (-0,1 milliards à la fin du premier trimestre 2008 contre 6,2 milliards de Francs CFA en mars 2007). Elle est aussi remarquable au niveau des dépenses, en particulier, les dépenses de fonctionnement (-14,0%), les intérêts dus au titre de la dette publique (-24,3%) et, les dépenses en capital (-17,5%).

Nonobstant ce rétrécissement général des dépenses, la propension des dépenses salariales à la hausse est restée non maîtrisée (+14,8%) et serait en grande partie liée à l'augmentation, faite à partir du deuxième trimestre 2007, des dépenses salariales suite à des recrutements sur mesures nouvelles et à des avancements statutaires. Des hausses sont également constatées au niveau des transferts courants (+16,2%) et des investissements financés sur ressources propres (+26,0%).

Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

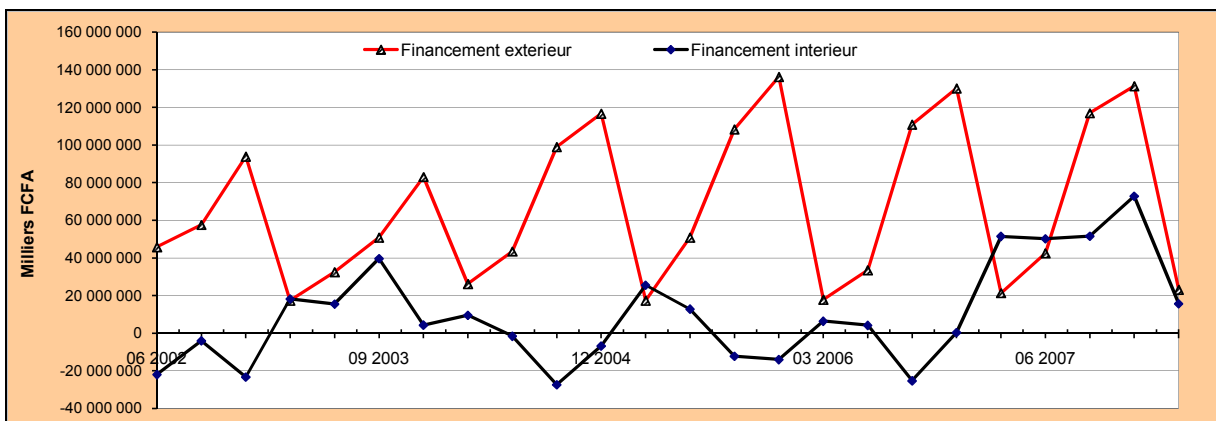
### SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (*2008)	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	1. Trim. 2008	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Solde global (base engagement)</b>	<b>-257 390 658</b>	-58 073 383	-116 887 170	-188 431 550	-220 853 881	-59 934 985	23,3%	3,2%
Solde global hors dons (base engagement)	-440 051 624	-110 509 399	-235 244 666	-339 083 826	-399 986 658	-87 008 140	19,8%	-21,3%
Solde primaire		-108 678 729	-230 080 640	-329 994 634	-386 931 999	-85 621 983		-21,2%
Solde de base	-152 436 653	-47 506 774	-113 892 276	-171 125 805	-192 008 589	-43 521 289	28,6%	-8,4%
<b>Solde global (base caisse)</b>	<b>-257 390 658</b>	<b>-71 033 340</b>	<b>-96 819 202</b>	<b>-171 190 203</b>	<b>-201 245 412</b>	<b>-42 740 302</b>	<b>16,6%</b>	<b>-39,8%</b>
Solde global hors dons (base caisse)	-440 051 624	-123 469 356	-215 176 698	-321 842 480	-380 378 189	-69 813 457	15,9%	-43,5%



A fin mars 2008, l'exécution de la loi de finances dégage un déficit base engagement de 59,9 milliards de francs CFA, en hausse de 3,2% par rapport à mars 2007. Cela témoigne d'une baisse modérée des dépenses et prêts nets par rapport aux recettes et dons, liée surtout à la chute des dons. Sur la base caisse, le déficit affiche un montant de 42,7 milliards de francs CFA contre 71,0 milliards de francs CFA il y a une année, soit une réduction de 39,8%. Ce déficit est financé par l'extérieur à hauteur de 60,0% (soit 23,1 milliards de francs CFA) et, pour 40% par l'intérieur. Malgré l'émission de bons du Trésor (5,0 milliards pour les banques et 15,0 milliards pour le secteur non bancaire), le financement intérieur est en recule (-69,6%) à cause de la hausse exceptionnelle des recettes de privatisations au cours du premier trimestre de l'année 2007 (144,3 milliards à mars 2007 contre seulement 30,0 millions de Francs CFA à mars 2008) suite au rapatriement du produit de la cession partielle des actions détenues par l'Etat dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un privé étranger.

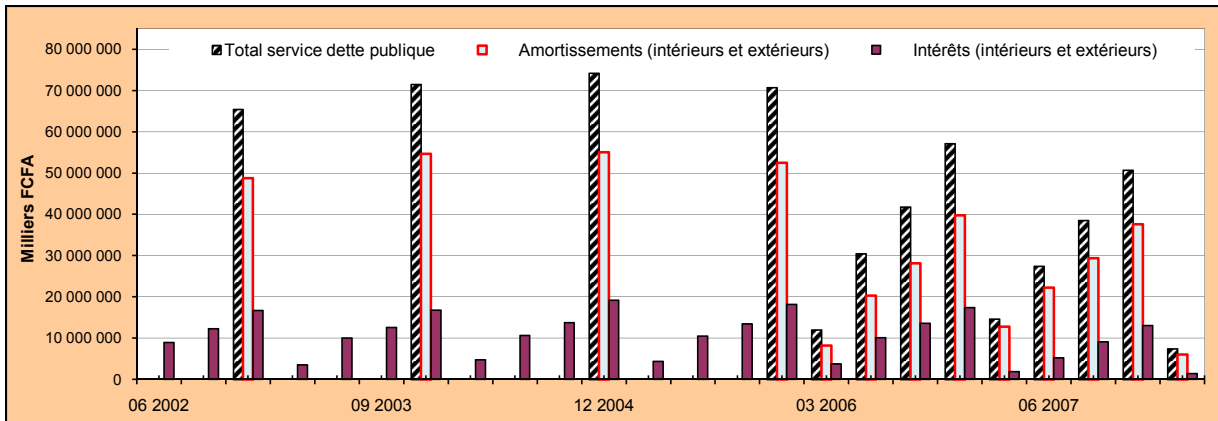
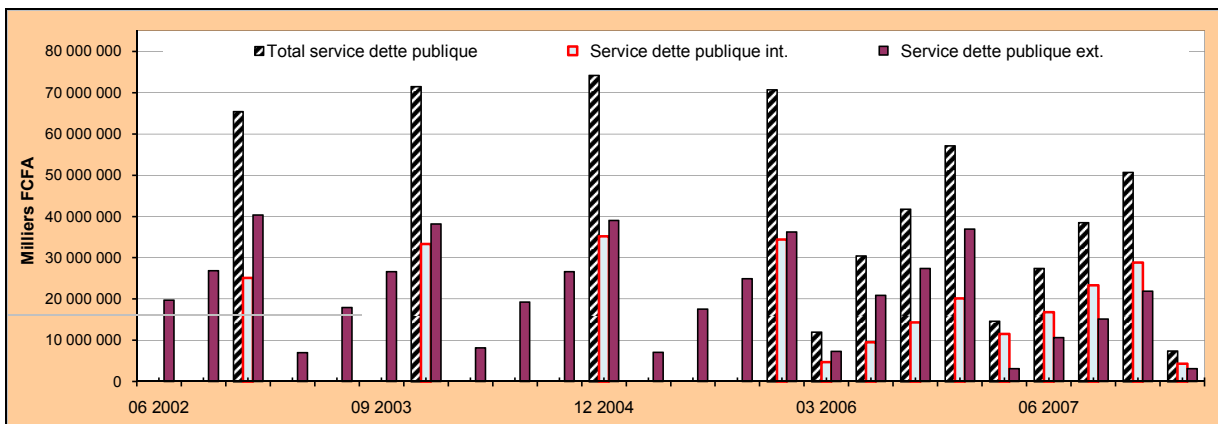
FINANCEMENT (Cumulés, milliers Francs CFA)	Prévision budgétaire (2008)	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	1. Trim. 2008	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Financement</b>	<b>258 946 187</b>	<b>72 787 772</b>	<b>92 651 097</b>	<b>168 458 238</b>	<b>204 149 710</b>	<b>38 755 657</b>	<b>15,0%</b>	<b>-46,8%</b>
Financement extérieur	205 976 187	21 304 030	42 501 049	116 901 630	131 303 249	23 081 495	11,2%	8,3%
Décaissements extérieurs	220 536 343	23 563 609	50 290 894	127 964 745	146 475 292	25 159 696	11,4%	6,8%
Initiative PPTE (Allègements)	0	0	0	0	0	0		
Amortissement de la dette extérieure	-14 560 156	-2 259 579	-7 789 844	-11 063 115	-15 172 043	-2 078 201	14,3%	-8,0%
Ajustement taux de change	0	0	0	0	0	0		
Financement intérieur	52 970 000	51 483 742	50 150 048	51 556 608	72 846 461	15 674 162	29,6%	-69,6%
Financement bancaire	35 600 000	-65 958 986	-86 266 608	-80 468 880	-35 862 179	-980 493	-2,8%	-98,5%
Secteur non bancaire	17 370 000	117 442 728	136 416 655	132 025 488	108 708 640	16 654 655	95,9%	-85,8%
Gap de financement	-1 555 529	-1 754 433	4 168 104	2 731 965	-2 904 298	3 984 645	-256,2%	-327,1%



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

## SERVICE DETTE PUBLIQUE

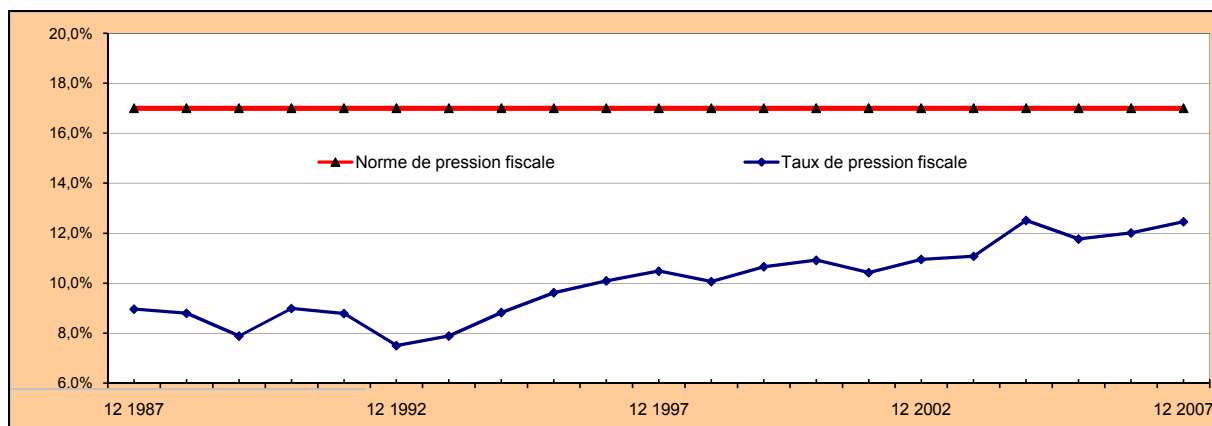
SERVICE CUMULE (En milliers Francs CFA)	Prédiction budgétaire ('2008)	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	1. Trim. 2008	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
<b>Total service dette publique</b>	<b>52 810 816</b>	<b>14 623 857</b>	<b>27 450 855</b>	<b>38 476 629</b>	<b>50 687 294</b>	<b>7 445 615</b>	<b>14,1%</b>	<b>-49,1%</b>
Amortissements (int. et ext.)	43 660 479	12 793 188	22 286 829	29 387 437	37 632 635	6 059 458	13,9%	-52,6%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	9 150 337	1 830 670	5 164 026	9 089 192	13 054 659	1 386 157	15,1%	-24,3%
<b>Service dette publique int.</b>	<b>26 013 974</b>	<b>11 533 561</b>	<b>16 860 078</b>	<b>23 328 620</b>	<b>28 819 867</b>	<b>4 335 843</b>	<b>16,7%</b>	<b>-62,4%</b>
Amortissements	21 058 451	10 533 608	14 496 985	18 324 322	22 460 592	3 981 257	18,9%	-62,2%
Intérêts	4 955 523	999 952	2 363 093	5 004 298	6 359 275	354 586	7,2%	-64,5%
<b>Service dette publique ext.</b>	<b>26 796 842</b>	<b>3 090 297</b>	<b>10 590 777</b>	<b>15 148 009</b>	<b>21 867 427</b>	<b>3 109 771</b>	<b>11,6%</b>	<b>0,6%</b>
Amortissements	22 602 028	2 259 579	7 789 844	11 063 115	15 172 043	2 078 201	9,2%	-8,0%
Intérêts	4 194 814	830 718	2 800 933	4 084 895	6 695 384	1 031 570	24,6%	24,2%
<b>Service dette ext./recettes totales</b>	<b>5,3%</b>	<b>3,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,0%</b>	<b>3,1%</b>	<b>58,9%</b>	<b>-5,7%</b>



Sources : M.E.F. / S.P.-P.P.F.

### CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006	12 2007
<b>Critères de 1er rang</b>						
Solde budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-1,9%	-3,1%	-3,8%	-4,8%	-5,9%
Taux d'inflation	≤ 3%	2,0%	-0,4%	6,4%	2,4%	-0,3%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	44,8%	43,4%	42,9%	18,9%	24,0%
<b>Critères de 2nd rang</b>						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	33,2%	42,7%	43,4%	42,7%	35,6%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	41,7%	38,8%	42,0%	44,1%	46,5%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-8,7%	-11,0%	-11,7%	-9,6%	-8,3%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,1%	12,5%	11,8%	12,0%	12,5%



Sources : M.E.F.

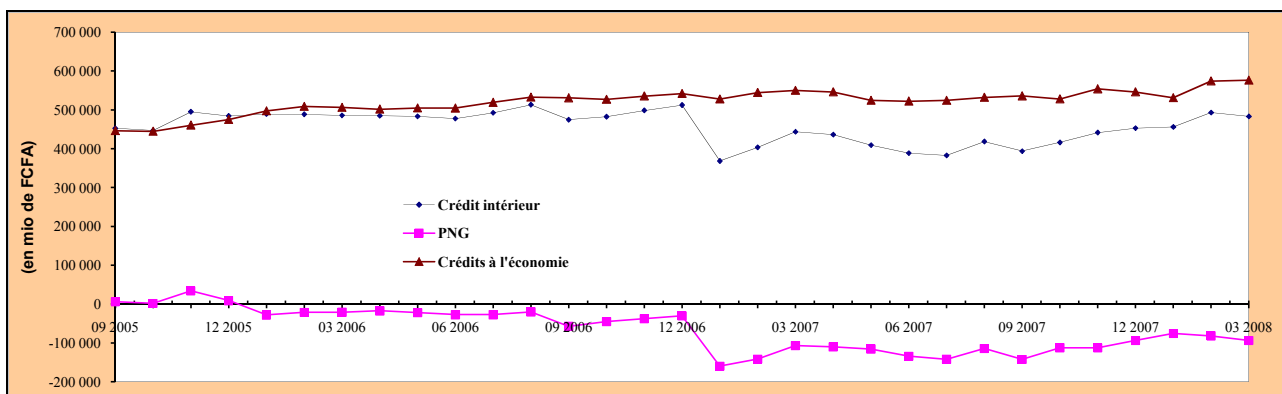
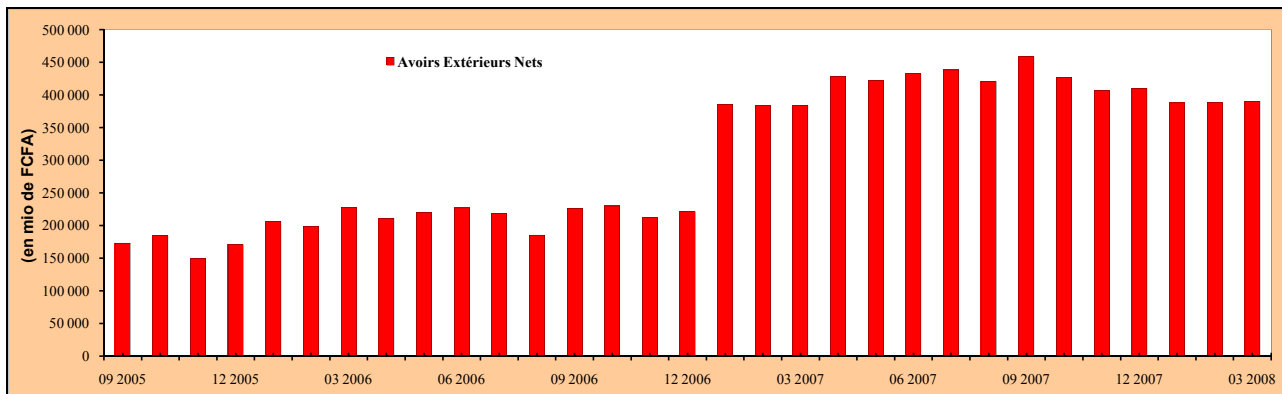
## Secteur monétaire

### AGREGATS MONETAIRES

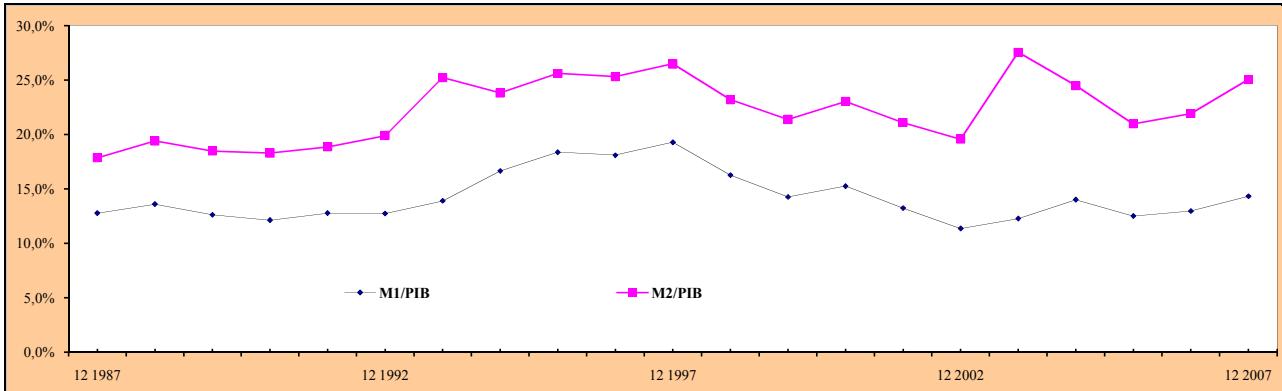
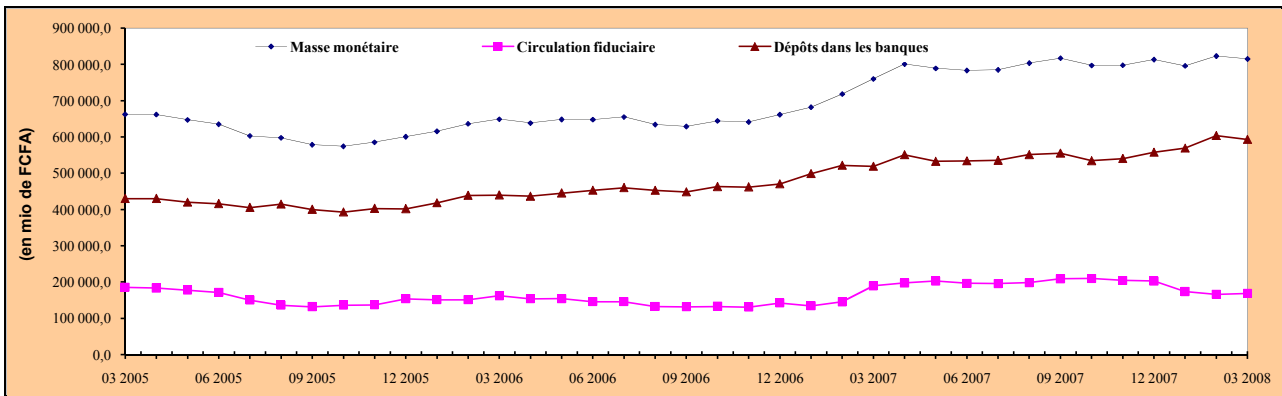
L'évolution trimestrielle des agrégats monétaires, a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire et du crédit intérieur respectivement de 0,22% et 6,66%, les avoirs extérieurs nets s'étant contractés de 4,63% entre décembre 2007 et mars 2008.

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation fin de mois)	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	1. Trim. 2008	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>383 946,7</b>	<b>432 265,9</b>	<b>458 293,2</b>	<b>409 288,6</b>	<b>390 351,2</b>	<b>-18 937,4</b>	<b>-4,6%</b>	<b>6 404,5</b>	<b>1,7%</b>
BCEAO	350 337,7	392 099,9	431 894,2	354 964,6	325 791,3	-29 173,3	-8,2%	-24 546,4	-7,0%
Banques	33 609,0	40 166,0	26 399,0	54 324,0	64 559,9	10 235,9	18,8%	30 950,9	92,1%
<b>Crédit intérieur</b>	<b>443 666,3</b>	<b>388 820,4</b>	<b>393 859,7</b>	<b>452 972,0</b>	<b>483 129,5</b>	<b>30 157,5</b>	<b>6,7%</b>	<b>39 463,2</b>	<b>8,9%</b>
PNG	-106 903,0	-133 950,3	-142 349,3	-93 658,5	-93 735,1	-76,6	0,1%	13 167,9	-12,3%
Crédits à l'économie	550 569,3	522 770,7	536 209,0	546 630,5	576 864,6	30 234,1	5,5%	26 295,3	4,8%
dont crédits à court terme	332 041,7	289 858,8	270 987,1	302 139,9	308 195,1	6 055,2	2,0%	-23 846,6	-7,2%
dont crédits de campagne	46 931,6	52 035,9	33 221,0	18 100,0	58 350,0	40 250,0	222,4%	11 418,4	24,3%
dont crédits à moyen et long terme	171 596,0	180 876,0	232 000,9	226 390,6	210 319,5	-16 071,1	-7,1%	38 723,5	22,6%
<b>Masse monétaire</b>	<b>760 082,2</b>	<b>783 276,1</b>	<b>817 102,0</b>	<b>813 368,5</b>	<b>815 179,4</b>	<b>1 810,9</b>	<b>0,2%</b>	<b>55 097,2</b>	<b>7,2%</b>
Circulation fiduciaire	189 407,2	196 459,1	209 143,8	202 444,4	168 972,5	-33 471,9	-16,5%	-20 434,7	-10,8%
Dépôts dans les banques	519 012,7	533 769,6	555 116,9	557 800,2	593 083,0	35 282,8	6,3%	74 070,3	14,3%
dont dépôts à vue	255 563,7	242 835,6	249 173,9	262 377,2	274 844,0	12 466,8	4,8%	19 280,3	7,5%
dont dépôts à terme	168 937,0	189 192,0	204 516,0	192 871,0	210 517,0	17 646,0	9,1%	41 580,0	24,6%
<b>Autres Postes Nets</b>	<b>67 530,8</b>	<b>37 810,2</b>	<b>35 050,9</b>	<b>48 892,1</b>	<b>58 301,3</b>	<b>9 409,2</b>	<b>19,2%</b>	<b>-9 229,5</b>	<b>-13,7%</b>

AGREGATS MONETAIRES	déc.03	déc.04	déc.05	déc.06	déc.07
M1/PIB	12,3%	14,0%	12,5%	13,0%	14,3%
M2/PIB	27,6%	24,5%	21,0%	21,9%	25,1%



Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont situés à 390,4 milliards de FCFA en mars 2008 contre 409,3 milliards de FCFA en décembre 2007, soit une baisse de 18,9 milliards de FCFA, provenant de la contraction des avoirs de la Banque Centrale, ceux des banques ayant augmenté.



La baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 29,2 milliards de FCFA résulte de celle des avoirs extérieurs bruts, accentuée par la hausse des engagements extérieurs au cours du premier trimestre de l'année 2008. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 435,6 milliards de FCFA à fin mars 2008 contre 457,0 milliards de FCFA à fin décembre 2007, soit une baisse de 21,3 milliards de FCFA. Quant aux engagements extérieurs, ils se sont inscrits en hausse en passant de 102,0 milliards de FCFA à fin décembre 2007 à 109,9 milliards de FCFA à fin mars 2008, soit +7,8 milliards de FCFA.

La position extérieure des banques s'est améliorée de 10,2 milliards de FCFA pour se situer à 64,6 milliards de FCFA à fin mars 2008 contre 54,3 milliards de FCFA à fin décembre 2007. Cette évolution provient d'une hausse des avoirs extérieurs bruts de 18,0 milliards de FCFA, atténuée par celle des engagements extérieurs de 7,8 milliards de FCFA.

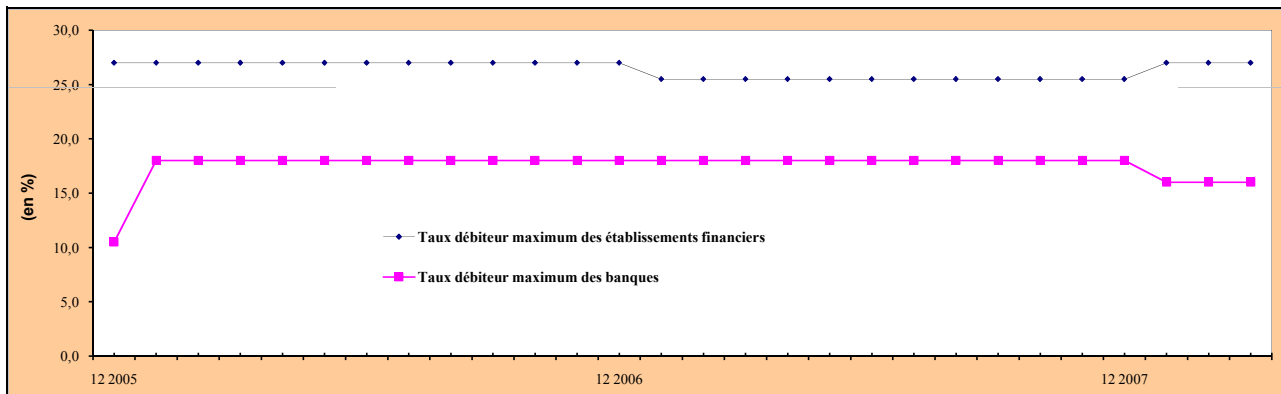
Le crédit intérieur est ressorti à 483,1 milliards de FCFA en fin mars 2008, en hausse (+6,7%) par rapport à fin décembre 2007 où il s'élevait à 453,0 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une progression des crédits à l'économie (30,2 milliards de FCFA) atténuée par une amélioration de la PNG (0,1 milliard de FCFA).

La masse monétaire s'est accrue de 1,8 milliards de FCFA, en se situant à 815,2 milliards de FCFA à fin mars 2008 contre 813,4 milliards de FCFA à fin décembre 2007. Cette hausse se retrouve exclusivement dans les dépôts en banques pour 35,3 milliards de FCFA, la circulation fiduciaire ayant baissé de 33,5 milliards de FCFA.

Sources : B.C.E.A.O.

### TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	1. Trim. 2008	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	14,8	14,8	14,8	14,8	13,2	-10,6%	-10,6%
Taux débiteur minimum des banques	5,5	5,5	5,5	5,5	5,0	-9,1%	-9,1%
Taux débiteur maximum des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	16,0	-11,1%	-11,1%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	18,0	18,0	18,0	18,0	15,0	-16,7%	-16,7%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	25,5	25,5	25,5	25,5	27,0	5,8%	5,8%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Au cours du premier trimestre 2008, les taux directeurs de la BCEAO n'ont pas varié, le taux de pension et le taux d'escompte sont restés respectivement à 4,25% et 4,75%, niveaux fixés depuis le 24 août 2006, contre des taux respectifs de 4,00% et 4,50% qui étaient en vigueur depuis le 22 mars 2004.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,50% à 13,19%. Les taux débiteurs minimum et maximum sont restés stables au cours dudit trimestre, se fixant respectivement à 5,0% et 16,0% aux mois de janvier, février et mars 2008.

En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 11,5% et 20,0% de janvier à mars 2008. Les taux débiteurs minimum et maximum se sont fixés respectivement à 12,0 et 27,0%.

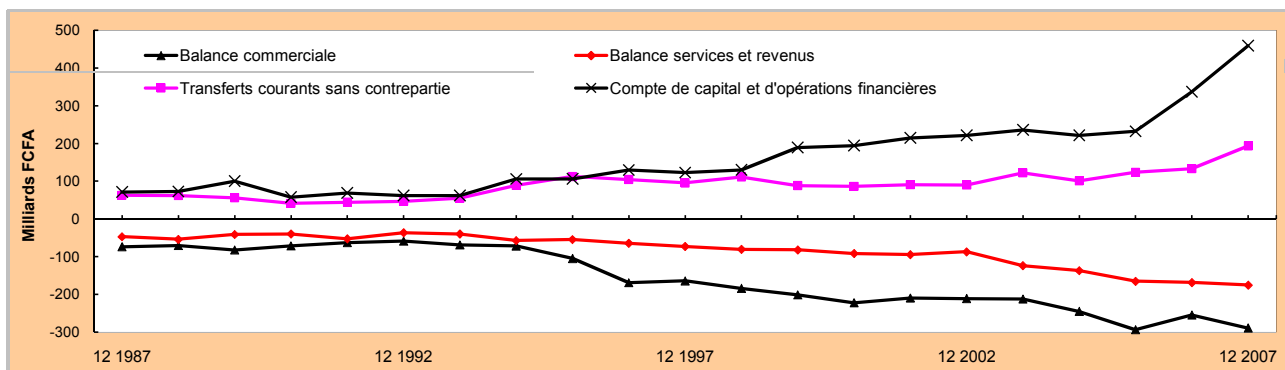
Sources : B.C.E.A.O.

## Secteur extérieur

### BALANCE DES PAIEMENTS

Le secteur extérieur s'est ressentie en 2006 des effets de la conjoncture internationale marquée par de fortes tensions sur les prix des produits pétroliers et la persistance à la baisse des cours mondiaux du coton.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2003	déc 2004	déc 2005	déc 2006	déc 2007	Var. 2007	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Estimations	Var./2006	Var./2005
Exportations de biens FOB	186,3	253,2	247,1	307,6	296,1	-3,7%	9,5%
Importations de biens FOB	398,3	497,9	540,5	562,1	585,1	4,1%	4,0%
Balance commerciale	-212,0	-244,7	-293,4	-254,5	-289,0	13,6%	-0,8%
Services	-108,9	-120,7	-154,1	-167,0	-173,9	4,1%	6,2%
Revenus	-14,9	-16,2	-10,9	-1,2	-1,1	-6,7%	-67,8%
Balance des services et revenus	-123,8	-136,9	-164,9	-168,2	-175,0	4,0%	3,0%
Transferts courants sans contrepartie	122,5	101,1	123,8	133,4	193,8	45,3%	25,1%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-213,4	-280,5	-334,6	-289,3	-270,3	-6,6%	-10,1%
Transferts en capital	119,6	106,5	110,7	818,7	140,5	-82,8%	12,7%
Opérations financières	116,9	115,6	121,9	-481,3	319,0		61,8%
Comptes de capital et d'opérations financières	236,5	222,0	232,5	337,4	459,5	36,2%	40,6%
Erreurs et omissions	-2,8	1,5	-1,7	1,4	-1,2		-16,1%
Solde global	20,3	-57,0	-103,7	49,6	188,1	279,6%	



Le secteur extérieur de l'économie burkinabè a continué de se ressentir des effets de la conjoncture internationale difficile, marquée par la hausse des prix des produits pétroliers, une reprise modérée des cours mondiaux du coton et une faiblesse persistante du dollar américain sur le marché des changes. Sur la base des estimations, à fin décembre 2007, prenant en compte l'opération de cession des parts de l'Etat dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un non-résident, le solde de la Balance des Paiements du Burkina Faso ressortirait excédentaire de 188,1 milliards de FCFA contre 49,6 milliards de FCFA un an plus tôt.

Sur la base de l'analyse de l'évolution récente de la conjoncture économique interne et externe, et prenant en compte les bonnes perspectives en matière de production, d'investissement et d'exportation d'or, la Balance des Paiements du Burkina Faso devrait ressortir excédentaire de 15,0 milliards de FCFA en 2008, contre 188,1 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance commerciale dégagerait un solde déficitaire de 274,2 milliards de FCFA, contre -289,0 milliards de FCFA en 2007, soit une amélioration de 5,1% résultant d'un accroissement des exportations plus élevé que celui des importations.

Les exportations devraient atteindre 325,5 milliards de FCFA en 2008 contre 296,1 milliards de FCFA en 2007, soit une hausse de 9,9% imputable aux exportations d'or, des produits de l'élevage, du karité et de la réexportation des hydrocarbures, le coton fibre ayant régressé. Quant aux importations, sous l'effet de la dynamique des activités économiques intérieures (croissance économique réelle de 4,0% en 2007) et dans un contexte marqué par la persistance du niveau élevé des cours mondiaux des produits pétroliers et des produits alimentaires, elles devraient continuer à croître en 2008 et enregistrer une hausse de 2,5%. Elles s'établiraient à 599,8 milliards de FCFA contre 585,1 milliards de FCFA une année plus tôt.

Au titre des opérations financières et de capital, les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital s'élèveraient à 264,1 milliards de FCFA en 2008 contre 459,5 milliards de FCFA en 2007, soit une régression sensible de 42,5%, due exclusivement aux flux des opérations financières dont le montant se contracterait de 72,1% en liaison avec la baisse des investissements directs de l'étranger dans l'économie burkinabè, malgré la hausse des entrées nettes de capital de 24,5%.

Sources : B.C.E.A.O.



## COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>169 005,6</b>	<b>171 686,8</b>	<b>203 996,0</b>	<b>184 273,9</b>	<b>197 732,4</b>	<b>7,3%</b>	<b>17,0%</b>
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 836,2	1 141,4	1 283,2	1 544,4	2 602,8	68,5%	41,8%
Produits du règne végétal	13 128,7	14 160,0	16 671,3	13 679,1	16 302,0	19,2%	24,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 928,8	1 994,3	1 618,8	3 203,2	2 661,7	-16,9%	38,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	8 450,6	10 720,4	8 772,5	10 698,1	12 411,6	16,0%	46,9%
Produits minéraux	46 321,5	46 001,2	51 137,1	49 261,0	49 198,9	-0,1%	6,2%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	13 368,1	23 015,7	35 238,0	16 128,4	18 309,3	13,5%	37,0%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	6 927,6	6 554,8	6 235,3	7 319,2	7 597,3	3,8%	9,7%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	64,4	102,9	96,1	159,8	99,9	-37,5%	55,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	675,9	848,4	835,4	657,1	794,0	20,8%	17,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	3 478,3	4 366,0	4 727,8	4 941,2	4 120,4	-16,6%	18,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	3 773,9	3 334,9	3 755,2	3 496,0	4 279,1	22,4%	13,4%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	746,8	667,2	516,3	645,9	946,6	46,6%	26,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	987,8	1 532,8	1 453,0	1 565,4	1 403,6	-10,3%	42,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	108,9	10,9	16,3	15,5	17,4	12,2%	-84,1%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	16 055,0	13 938,5	16 351,5	12 635,5	15 051,3	19,1%	-6,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	30 245,4	22 560,7	33 429,5	39 477,4	39 578,2	0,3%	30,9%
Matériel de transport	16 339,2	16 175,2	17 835,2	15 181,9	18 193,2	19,8%	11,3%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	2 062,5	2 379,0	1 650,6	1 957,5	2 073,4	5,9%	0,5%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	132,3	64,2	239,0	52,5	66,2	26,3%	-49,9%

Au quatrième trimestre 2007, les importations ont connu une hausse générale de ses principales sections constitutives. Cette hausse est constatée aussi bien en glissement trimestriel (de 7,3%) qu'en glissement annuel (de 17%).

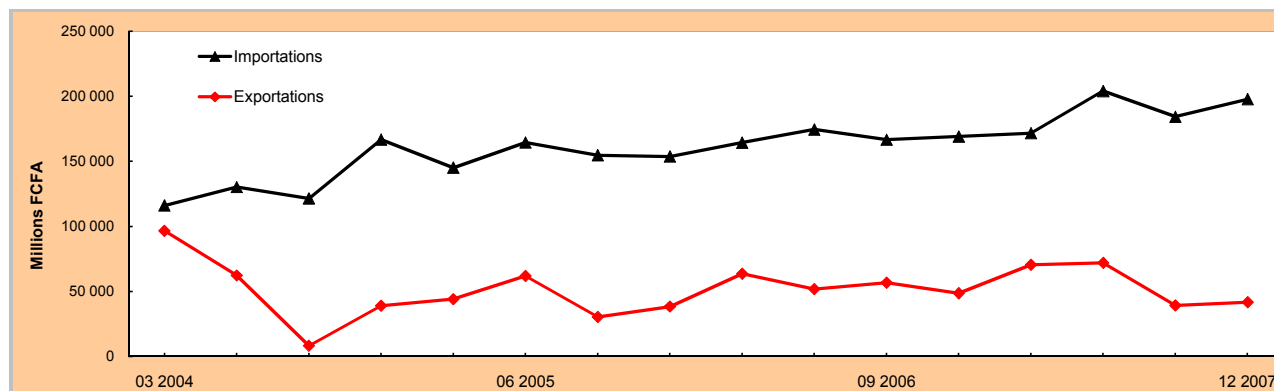
Ce qui clôture l'année 2007 en progression de 83,3 milliards par rapport à l'année 2006, soit un taux annuel de +12,3%.

Cet accroissement est imputable à majorité aux hausses en glissement trimestriel du matériel de transport (de 19,8%), des produits du règne végétal (de 19,2%), des métaux communs et des ouvrages en ces métaux (de 19,1%), des produits des industries chimiques ou connexes (de 13,5%) et des animaux vivants et des produits du règne animal (de 68,5%).

En glissement annuel, la hausse est presque générale dans toutes les sections sauf au niveau des métaux communs (de -6,3%) et dans une moindre mesure des armes et munitions et des perles; compte tenu de leurs contributions.

Sources :M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	Glissement	
	2006	2007	2007	2007	2007	trimestriel	annuel
<b>TOTAL</b>	<b>48 745,9</b>	<b>70 643,8</b>	<b>72 015,2</b>	<b>39 274,9</b>	<b>41 755,7</b>	<b>6,3%</b>	<b>-14,3%</b>
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	1 075,2	568,6	562,5	428,7	915,1	113,4%	-14,9%
Produits du règne végétal	6 369,6	12 551,3	4 747,3	10 029,8	9 002,3	-10,2%	41,3%
dont arachides	25,1	22,6	11,8	0,8	88,1	10913,5%	251,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	1 658,9	1 041,0	685,4	808,7	171,3	-78,8%	-89,7%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 222,3	2 098,8	1 469,8	2 080,9	1 376,4	-33,9%	12,6%
Produits minéraux	37,5	29,4	77,7	60,9	59,6	-2,1%	59,0%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	65,8	70,0	724,9	445,3	188,4	-57,7%	186,5%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	146,5	104,6	81,3	161,2	3 710,0	2202,1%	2432,0%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	33,1	710,9	1 847,5	854,8	943,4	10,4%	2749,4%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	10,0	6,1	23,6	6,1	18,6	203,2%	84,9%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	14,5	53,7	62,2	52,6	408,6	676,6%	2711,4%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	33 089,1	50 614,0	57 724,8	18 565,2	17 748,0	-4,4%	-46,4%
dont coton fibre	32 299,7	50 079,6	56 950,9	17 696,2	16 421,8	-7,2%	-49,2%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	0,5	0,5	1,2	3,6	0,3	-92,2%	-44,6%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	9,1	13,3	10,0	46,7	3,3	-92,8%	-63,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	2 735,4	512,2	384,6	331,3	3 390,3	923,4%	23,9%
dont or	2 735,4	511,4	383,9	330,7	3 389,1	924,7%	23,9%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	486,4	238,8	208,7	295,0	2 121,8	619,3%	336,2%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	726,9	1 521,6	2 348,0	2 079,6	1 194,6	-42,6%	64,3%
Matériel de transport	591,5	335,9	520,0	2 399,1	205,4	-91,4%	-65,3%
Instrument et appareils d'optique, de photographie	180,7	72,2	128,6	49,9	28,0	-43,8%	-84,5%
Marchandises et produits divers	141,0	21,4	294,3	482,4	184,2	-61,8%	30,6%



En 2007, les exportations ont connu une légère progression de 2,6 milliards FCFA comparativement à l'année 2006, soit un taux annuel de 1,2%.

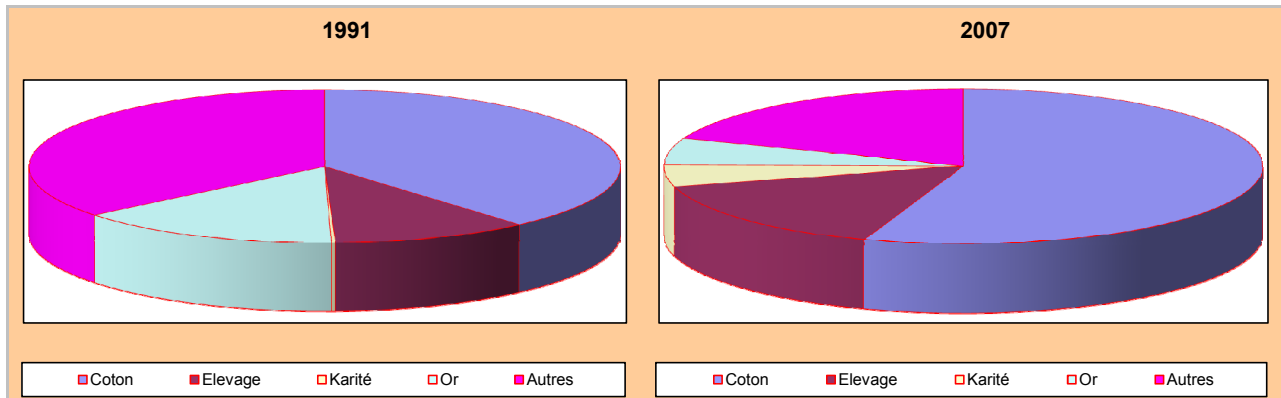
En glissement trimestriel, le dernier trimestre de 2007 a eu une hausse de 6,3%. A l'opposé, il a connu une contraction de 14,3% en glissement annuel.

Cette variation mitigée est due principalement à la hausse, en glissement trimestriel, du matériel plastique et du caoutchouc (de 2202,1%), soit de 3,5 milliards FCFA, et aussi par la croissance des exportations en or (de 3,1 milliards FCFA) et des métaux communs (de 1,9 milliards FCFA). Une hausse atténuée par la baisse considérable des exportations, en glissement trimestriel, du coton fibre (de 7,2%), et de celle du matériel de transport (de 91,4%).

La même tendance est observée en glissement annuel dans presque tous les produits à fortes contributions.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1991	2004	2005	2006	2007
Part du coton dans total	38,6%	64,5%	60,0%	65,2%	55,4%
Part des produits de l'élevage dans total	10,8%	12,9%	15,2%	14,2%	15,4%
Part du karité dans total	0,2%	3,8%	5,1%	3,9%	4,6%
Part de l'or dans total	14,5%	2,8%	3,2%	3,2%	5,4%
Part des autres produits dans total	35,8%	16,1%	16,6%	13,5%	19,3%

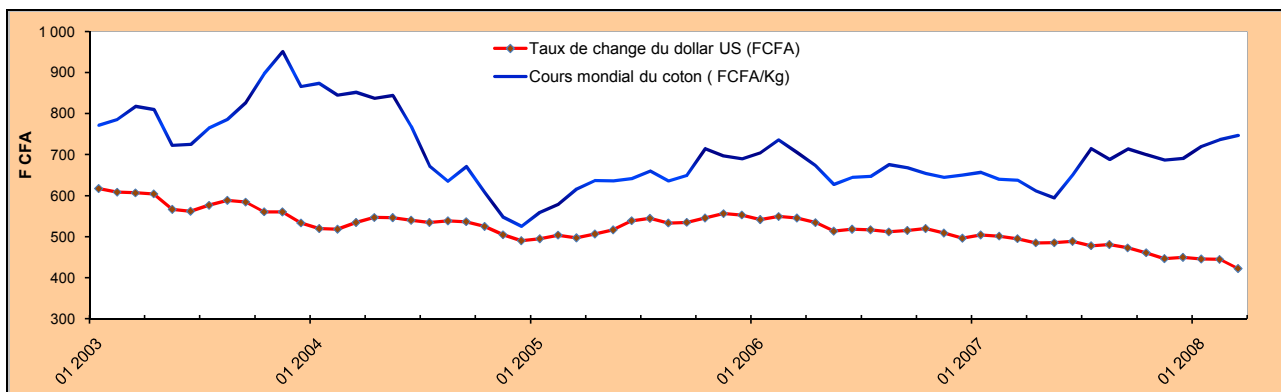


En 1991, le coton et l'or étaient les principaux produits exportés avec 53,1% des exportations, dont 38,6% pour le coton. Plus d'une décennie après, les données ont fortement évolué et le coton représente à lui seul plus de la moitié des exportations du Burkina Faso (55,4%). L'or qui représentait 21,0% des exportations en 1990, 14,5% en 1991, a considérablement perdu du poids dans les exportations jusqu'en 2006. Cependant, la reprise de la production industrielle a permis une hausse de sa proportion dans l'exportation totale qui se situe en 2007 à 5,4%. Cette hausse devrait se poursuivre dans les années à venir.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

### COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	1. Trim. 2007	2. Trim. 2007	3. Trim. 2007	4. Trim. 2007	1. Trim. 2008	Glissement	
COTON : Moyenne trimestrielle						trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	500,6	486,6	477,4	452,6	437,7	-3,3%	-12,6%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	59,2	66,1	73,4	87,6	95,3	8,8%	60,9%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 289,0	1 272,7	1 478,3	1 532,0	1 668,0	8,9%	29,4%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	22,9	23,5	24,0	27,8	32,7	17,6%	42,5%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	28,6	32,2	35,1	39,6	41,7	5,2%	45,5%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	645,2	619,2	706,0	692,6	734,7	6,1%	13,9%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	11,5	11,5	11,5	12,6	14,3	13,7%	24,5%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,023	0,019	0,020	0,018	0,018	0,3%	-22,1%



**. Taux de change du dollar :**

La baisse du cours du dollar s'est poursuivie au premier trimestre de l'année 2008 avec une baisse de 3,3% par rapport au trimestre précédent. Le dollar est passé de 452,6 FCFA au quatrième trimestre 2007 à un cours de 437,7 FCFA au premier trimestre 2008. En glissement annuel, le cours ainsi affiché est en baisse de 12,6%. La conjugaion de la crise de l'immobilier et le silence de la réserve fédérale face à la chute du dollar ont favorisé cette baisse.

**. Prix des produits exportés :**

Au premier trimestre de 2008, le rythme de croissance du cours du coton s'est accéléré par rapport au quatrième trimestre 2007 (8,9% contre 3,6%). Avec une hausse de 8,9% en glissement trimestriel, le cours du coton a atteint 1,7 \$ US le kilogramme contre 1,5 \$ US au quatrième trimestre 2007. En glissement annuel la hausse du cours du coton en dollar a atteint 29,4%. Compte tenu de l'appréciation du FCFA par rapport au dollar, la hausse du cours du coton en FCFA n'a été que de 6,1% en glissement trimestriel et 13,9% en glissement annuel. Le cours du coton est ainsi passé de 692,6 FCFA/Kg au quatrième trimestre 2007 à 734,7 FCFA/Kg au premier trimestre 2008 .

La hausse du cours de l'or (en US \$) a continué de s'accélérer au premier trimestre 2008 avec 17,6% d'augmentation contre 15,7% au trimestre précédent. En glissement annuel, le cours de l'or a connu une hausse de 42,5%. En FCFA, il a connu une hausse de 13,7% en glissement trimestriel et 24,5% en glissement annuel. La hausse du cours de l'or est liée à la chute du cours du dollar. En effet, il est de plus en plus fait recours à l'or comme valeur refuge pour se prémunir de la dépréciation certaine du dollar.

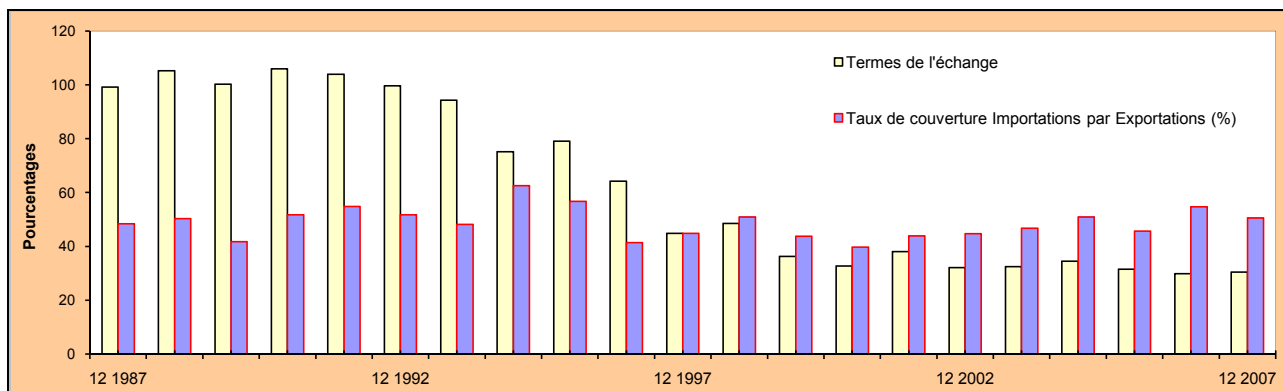
**. Prix des produits importés :**

La flambé du cours du pétrole a persisté au premier trimestre 2008. Il est passé de 87,6 \$ US le baril au quatrième trimestre 2007 à 95,3 \$ US au premier trimestre 2008, soit 8,8% d'augmentation en glissement trimestriel. En glissement annuel, la hausse a atteint 60,9%. En FCFA, le cours du pétrole a connu une hausse de 5,2% en glissement trimestriel et 45,5% en glissement annuel. Le cours du pétrole a connu une progression continue depuis décembre 2007 où il était de 89,5 \$ US le baril pour atteindre 101,8 \$ US en fin mars 2008. La tension au moyen orient et l'expansion économique des pays émergents sont les principales raisons de cette flambé du cours du pétrole.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

**COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

TERMES DE L'ECHANGE	12 2003	12 2004	12 2005	12 2006	12 2007	Var. 2007	
						Var./2006	Var./2005
Indice prix à l'importation	237,7	245	252,1	260	267,5	3,0%	6,1%
Indice prix à l'exportation	77,3	84,4	79,5	77,5	81,6	5,3%	2,6%
Termes de l'échange	32,5%	34,5%	31,5%	29,8%	30,5%	2,3%	-3,3%
Taux de couverture Importations par Exportations (%)	46,8	50,9	45,7	54,7	50,6	-7,5%	10,7%

**TERMES DE L'ECHANGE ET COUVERTURE DES IMPORTATIONS PAR LES EXPORTATIONS**

Par rapport au taux de couverture, les exportations couvrent rarement plus de la moitié des importations.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

## Définitions et abréviations

### Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DEP :	Direction des Etudes et de la Planification
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGPSA :	Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision et des Statistiques de l'Elevage
DPCAS :	Direction de la Prévision des Crises Alimentaires et Sanitaires du Bétail
DSAN :	Direction des Statistiques Animales
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
IADM :	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAHRH	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRA :	Ministère des Ressources Animales
PPTE :	Pays Pauvres Très Endettés
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
SP-PPF :	Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africain

### Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun)
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kourritenga, région du Centre – Est)

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail) géré par la Direction générale de la prévision et des statistiques de l'élevage du Ministère des Ressources Animales.

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et actualisées entre deux enquêtes par des taux de croît spécifiques.

### Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

## *Crédit des contributions*

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
MILLOGO, Antoine	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
ILBOUDO, Abdoulaye	Prix des produits agricoles	SONAGESS
OUEDRAOGO, Dansané	Indice de la production industrielle	INSD
MILLOGO, Antoine	Production de l'élevage	DGPSE
ILBOUDO, Abdoulaye	Production de l'agriculture	SONAGESS
KONATE, Drissa SAWADOGO, Issa MILLOGO, François	Finances publiques	DEP/MEF SP-PPF SP-PPF
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZOUNGRANA, Salifou	Secteur extérieur (Cours des produits exportés)	DPAM / DGEP

*Avec l'appui technique*

**gtz**

**PROJET CONSEILLER TECHNIQUE AUPRES DU MINISTRE  
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**



Bundesministerium für  
wirtschaftliche Zusammenarbeit  
und Entwicklung